

Solidarité avec le peuple palestinien et sa résistance légitime. Application du droit international.

L'offensive « Al Aqsa Flood » lancée par la résistance palestinienne depuis Gaza le 7 octobre 2023 ne peut être comprise que dans le contexte de l'occupation militaire et de la colonisation des terres palestiniennes par l'Etat d'Israël, qui durent depuis des décennies.

L'escalade de violence contre les Palestinien·ne·s, associée à l'expansion des colonies israéliennes illégales, l'augmentation des attaques des colons israélien·ne·s contre les Palestinien·ne·s et les menaces répétées des dirigeant·e·s israélien·ne·s d'annexer le territoire palestinien et d'expulser la population palestinienne de Jérusalem-Est et de Cisjordanie, a exacerbé les tensions dans une situation où les Palestinien·ne·s n'ont aucun moyen de réaliser leurs droits garantis par le droit international. Comme l'ont souligné plusieurs autorités de l'ONU : les Palestinien·ne·s, y compris les réfugié·e·s, ont été dépossédé·e·s, séparé·e·s de force, fragmenté·e·s et privé·e·s de leurs droits fondamentaux et inaliénables, tels qu'inscrits dans le droit international et les résolutions de l'ONU. Ces pratiques sont constitutives du crime d'apartheid au sens du droit international.

Depuis 2007, l'Etat d'Israël impose un blocus militaire draconien qui enferme deux millions de Palestinien·ne·s de la bande de Gaza dans une prison à ciel ouvert dans des conditions inhumaines. En 15 ans, Gaza a été victime de 6 offensives militaires massives de la part d'Israël qui ont fait des dizaines de milliers de mort·e·s et de blessé·e·s, dont une majorité de civils. Dans une politique criminelle qui a été qualifiée de vengeance, le gouvernement israélien a déclenché une nouvelle guerre dimanche dernier, lançant des frappes aériennes sur Gaza.

La Cisjordanie, et Jérusalem-Est sont occupées depuis 1967 et font face à une colonisation israélienne illégale croissante (+470'000 colons israéliens). Ces dernières années, l'accaparement israélien des terres palestiniennes est tel qu'il rend illusoire la « solution » à deux Etats. Il y a 75 ans, le peuple palestinien a été chassé de ses terres ou tué par un nettoyage ethnique réalisé par les milices sionistes, ce que les Palestinien·ne·s appellent la « Nakba », qui a mené à la création de l'Etat d'Israël. Les Gazaouis sont majoritairement des réfugié·e·s qui ont été chassé·e·s de leurs terres lors de la Nakba de 1948.

Le gouvernement israélien actuel d'extrême droite, le plus raciste et le plus fanatique qui soit, a intensifié son nettoyage ethnique, son siège, ses meurtres, ses incarcérations et l'humiliation quotidienne de millions de Palestinien·ne·s.

Face à l'occupation et à la colonisations illégales, face à la violation de leurs droits, les Palestinien·ne·s ont le droit de résister y compris par la lutte armée comme le stipule le droit international. L'inaction et la complicité des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de la Suisse avec la politique israélienne, est responsable de l'impasse catastrophique actuelle. Notre empathie va vers toutes les victimes. Il ne peut y avoir de paix sans justice et sans droits égaux.

Nous appelons la société civile suisse à se mobiliser y compris auprès de nos autorités pour exiger:

- L'arrêt immédiat des bombardements israéliens et la fin du blocus de la bande de Gaza.
- L'application du droit international : droit au retour des réfugiés, droit à l'autodétermination du peuple palestinien, 4^e convention de Genève, fin du régime d'apartheid et de l'occupation israélienne du territoire palestinien et poursuite de tous les crimes de guerre.
- Le boycott et des sanctions contre l'Etat israélien jusqu'à l'arrêt de ses crimes commis en son nom contre le peuple palestinien.
- La libération de tous les prisonnier·e·s Palestinien·ne·s.

Pour toutes ces raisons, nous appelons à descendre dans la rue ce samedi 14 octobre 2023 en solidarité avec le peuple palestinien. RDV 17h00, Place Neuve.

Organisation : BDS Genève

Soutenu par : BDS Genève, Lausanne, Neuchâtel, Apartheid Free Zone, et plus de vingt organisations, dont le CUP-Vaud

Nous appelons à ne pas déployer d'autres drapeaux mis à part le drapeau de la Palestine. Aucune forme de discrimination et de racisme ne sera tolérée, y compris l'antisémitisme et l'islamophobie.